



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Unité Inter-Départementale Cantal-Allier-Puy-de-Dôme
7 Rue Léo Lagrange
63033 Clermont-ferrand Cedex 1

Clermont-ferrand, le 29/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Syndicat du Bois de l'Aumône

Zone de Layat II
63200 Riom

Références : 20240424-RAP-63-0434-Insp-SBA-Ancienne-dechetterie-Lezoux
Code AIOT : 0005602579

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2024 dans l'établissement Syndicat du Bois de l'Aumône implanté Route de Ravel 63190 Lezoux. L'inspection a été annoncée le 08/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la procédure de cessation d'activité de la déchetterie courant 2020 suite à la mise en service en avril 2021 de la nouvelle déchetterie sur la zone d'activité Les Hautes, chemin du Beal à Lezoux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Syndicat du Bois de l'Aumône

- Route de Ravel 63190 Lezoux
- Code AIOT : 0005602579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Syndicat du Bois de l'Aumône (SBA) est un groupement d'Établissement Public de Coopération Intercommunale situé dans le département du Puy-de-Dôme. Il collecte les déchets ménagers de 165 000 usagers sur 6 communautés de communes et 121 communes au sein de 12 déchetteries sur son territoire.

La déchetterie de Lezoux a été mise en service en janvier 2001. Elle était autorisée au titre du bénéfice de l'antériorité par courrier du 28 mars 2013 de la préfecture du Puy-de-Dôme. L'arrêt de l'installation est effectif depuis 2020 suite à la mise en service du pôle de valorisation sur la zone d'activité Les Hautes, chemin du Beal à Lezoux.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Notification de cessation	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-46-25	Demande d'action corrective	1 mois
3	Obligations liées à la mise en sécurité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.1°	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Obligations liées à la mise en sécurité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.2°	Demande d'action corrective	3 mois
6	Obligations liées à la mise en sécurité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.4°	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-46-25	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Usage futur	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-46-26	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Définition de la cessation d'activité ICPE	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.I	Sans objet
5	Obligations liées à la mise en sécurité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.3°	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plus de 3 ans après la mise en service de la nouvelle déchetterie, l'exploitant n'a pas procédé à la cessation d'activité du site considéré. L'exploitant veillera à communiquer les justificatifs selon les délais mentionnés dans ce rapport. À défaut, l'inspection sera amenée à proposer les sanctions administratives prévues par le Code de l'Environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Définition de la cessation d'activité ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.I
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : I.-La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes : 1° La mise à l'arrêt définitif ; 2° La mise en sécurité ; 3° Si nécessaire, la détermination de l'usage futur selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ; 4° La réhabilitation ou remise en état. [...] IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'inscrit dans le cadre de la procédure de cessation d'activité de la déchetterie suite à la mise en service en avril 2021 de la nouvelle déchetterie sur la zone d'activité Les Hautes, chemin du Beal à Lezoux.</p> <p>La fermeture de cette déchetterie daterait de mi 2020 selon l'exploitant. Elle était classée à enregistrement et était autorisée au titre du bénéfice de l'antériorité par courrier du 28 mars 2013 de la préfecture du Puy-de-Dôme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Notification de cessation

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-46-25</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune démarche réglementaire de cessation n'a été engagée par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant notifiera sous 1 mois la cessation au préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Obligations liées à la mise en sécurité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.1°</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les aires sont étanches. Il n'y a pas de déchets ou de produits dangereux visibles sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant communiquera le justificatif éventuel de vidange du débourbeur-déshuileur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Obligations liées à la mise en sécurité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.2°</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est clôturé et sous vidéo-surveillance. Toutefois des éléments de clôtures métalliques sont manquants au nord-ouest du site. Il n'y a pas de bâtiment ni d'équipement apparent sur le site. Des panneaux interdisent l'accès au site. Les murs préfabriqués en béton armé faisant office de soutènement des quais présentent des désordres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Reprendre les éléments de clôtures manquants et transmettre les photos à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Obligations liées à la mise en sécurité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.3°</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité</p>

Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
Constats : Le site ne comprend pas d'équipement électrique ni de produits dangereux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.4°
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.
Constats : Absence d'indice visuel de pollution des sols sur site. Apparemment le site n'est pas équipé de piézomètres pour suivre la qualité des eaux souterraines.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant prendra l'attache d'un bureau d'études certifié SSP pour confirmer l'absence de pollution dans les milieux liée à l'exploitation de la déchetterie. Transmettre le rapport correspondant à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Attestation de mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-46-25
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée :

<p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas déclaré la procédure de cessation d'activité depuis l'arrêt définitif de l'installation courant 2020. En séance, le logigramme synthétisant la procédure de cessation d'activité des ICPE à compter du 1er juin 2022 a été remis à l'exploitant</p> <p>.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, il est demandé à l'exploitant de transmettre le justificatif de mise en sécurité du site (ATTES SECUR - attestation d'un bureau d'études certifié SSP).</p> <p>En cas de non-respect du délai mentionné, l'inspection proposera un arrêté de mise en demeure au préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Usage futur

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-46-26</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'enregistrement, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires du terrain d'assiette de ou des installations classées concernées par la cessation d'activité, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.</p> <p>En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et</p>

les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III.-A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

IV.-Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-7-6, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.

V. – Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.

A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer s'il a adressé au propriétaire et/ou au maire le courrier de proposition d'usage futur du site.

A défaut d'accord, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, soit un usage industriel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre à l'inspection sous 1 mois la copie du courrier au maire et au propriétaire sur l'usage futur retenu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois